

2
LUTTE CONTRE
LE TERRORISME

3
RÉPONDRE AU DÉFI
DES MIGRANTS

4
INSCRIPTION
À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ



LES NOUVELLES INSTANCES AU TRAVAIL

Le premier bureau national depuis le congrès de Poitiers s'est tenu lundi 29 juin. Désormais organisé avant la réunion du groupe parlementaire, le bureau national a pour but de définir en amont les lignes défendues par le parti. Les débats ont particulièrement porté sur la question grecque. Le BN a adopté une résolution qui insiste sur la nécessité de la réouverture des négociations et de poser la question de la renégociation de la dette pour trouver une solution viable et durable.

Par ailleurs, le Premier secrétaire a annoncé la mise en place de trois groupes de travail. Le premier sera coordonné par Maurice Braud, secrétaire national à l'international, l'immigration et au co-développement et sera chargé de produire une position approfondie sur le terrorisme, Daesh et les enjeux géopolitiques. Le deuxième sera mené par Pervenche Berès, députée européenne et Philip Cordery, SN à l'Europe, afin de préparer un mémorandum sur la situation en Europe. Il sera débattu avec les autres partis sociaux-démocrates européens. Le but est d'améliorer la coordination des politiques européennes. Enfin le dernier, présidé par Guillaume Bachelay, SN chargé de l'animation, de l'expression et de la coordination des pôles, dont Jean-Marc Germain SN chargé du pôle mondialisation, régulation, coopération sera le rapporteur, vise à donner les propositions du parti pour le projet de loi de finances 2016. Il présentera ses préconisations lors d'un bureau national le 27 juillet.

LES ENTRETIENS DE SOLFÉRINO
AVEC LAURENT JOFFRIN, POUR LE RÉVEIL FRANÇAIS
MERCREDI 15 JUILLET À 18H
INSCRIPTION SUR PARTI-SOCIALISTE.FR

LA DÉMOCRATIE PLUS FORTE QUE LA TERREUR



« Nous vivons sous une menace terroriste majeure », a rappelé le Premier ministre après un vendredi particulièrement sanglant. Alors que le ramadan, période de paix et de prière pour les musulmans, vient tout juste de débuter, des fanatiques ont de nouveau tenté d'instaurer leur régime de terreur. Ils ont frappé tour à tour la France, la Tunisie, le Koweït. En Isère, un homme a été tué et horriblement mis en scène pour frapper les esprits. À Sousse, ce sont encore les touristes qui étaient visés, comme au mois de mars au musée du Bardo. Au-delà de ces victimes civiles, c'est un coup dur porté à une nation fragile qui tente de prouver que non, la démocratie n'est pas incompatible avec le monde arabe. 39 personnes ont été tuées, autant blessées. Au Koweït, c'est une mosquée chiite qui a été touchée. Au moins encore 25 morts au nom d'une prétendue « vraie » religion. Sans compter tous les civils vivant sous le joug de Daesh, susceptibles d'être assassinés pour un oui ou un non. À Kobané les terroristes ont tué plusieurs centaines de civils en une journée.

La liste de ces crimes est, hélas, trop longue à établir. Car le fanatisme ne fait pas des victimes qu'au nom de l'islam. À Charleston, un suprémaciste blanc a ouvert le feu dans une église dans le but avoué d'assassiner des noirs. Comme

Anders Breivik en son temps voulait tuer une idéologie trop progressiste à son goût.

NE PAS JOUER SUR LES PEURS

Face à ces dérives, il faut réaffirmer que la démocratie est plus forte et refuser tout type d'amalgames. « Ne jouons pas sur les peurs », a dit Jean-Christophe Cambadélis. La société française « doit être forte sur ses valeurs », a insisté le Premier ministre. « Nous sommes confrontés à une guerre contre le terrorisme, contre l'islamisme radical et le djihadisme », a souligné Manuel Valls. « Ce n'est pas une guerre contre l'islam, mais au nom des valeurs que nous partageons

au-delà même de l'Europe. Nous ne pouvons pas perdre cette guerre. La bataille se situe aussi au sein de l'islam, entre un islam aux valeurs humanistes universelles et un islamisme obscurantiste et totalitaire qui veut imposer sa vision de la société », a-t-il estimé, en soulignant que « les premières victimes de ce terrorisme sont les musulmans ».

Pour le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, le gouvernement est « résolu » à « agir sans trêve ni pause ». « Nous n'avons cessé d'agir, d'abord en disant la vérité aux français sur la nature de la menace, et en prenant des textes législatifs qui permettent à nos services d'être mieux armés face à une menace qui n'a jamais été aussi élevée. » Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, deux textes anti-terroristes ont été mis en œuvre. Un autre vient d'être voté, qui renforce les moyens du renseignement.

Près de 1 700 Français sont allés sur le théâtre d'opérations terroristes à l'extérieur du pays. Certains sont revenus, d'autres expriment leur souhait d'y aller. La radicalisation via les réseaux sociaux fait toujours plus d'adeptes. Face à ces menaces d'une ampleur inédite, le gouvernement renforce les moyens des forces de l'ordre pour assurer la protection des citoyens en France et à l'étranger.

LA DROITE DÉNONCE, LA GAUCHE AGIT

Alors que certains, comme Christian Estrosi, instrumentalisent un drame au profit de leurs idées nauséabondes, en parlant de « la présence d'une cinquième colonne islamiste en France », d'autres, comme Roger Karoutchi, réclament le renforcement des moyens de police et de gendarmerie sans « angélisme ». Éternel procès fait à la gauche, pourtant étonnant de la part d'un parti au pouvoir pendant dix ans, qui n'a cessé de couper dans tous les budgets notamment celui de la sécurité. Ainsi « les forces de sécurité ont perdu près de 13 000 emplois entre 2007 et 2012 », a rappelé Bernard Cazeneuve. La gauche, elle, crée 500 emplois par an dans la police et la gendarmerie. 1 500 emplois supplémentaires ont été décidés au mois de janvier dont plus de 1 000 pour le renseignement territorial. 233 millions d'euros sur trois ans sont alloués à la modernisation des services. Des milliers de policiers, de gendarmes, de militaires, assurent la protection des sites les plus sensibles dans le cadre du plan Vigipirate. En Rhône-Alpes, de nouvelles mesures sont mises en place pour les sites Seveso.

L'EUROPE FACE AU DÉFI MIGRATOIRE



© ANDRÉ JSAKOVICZ/AFP

Les drames en Méditerranée et les récentes tensions à Paris témoignent de la nécessité de repenser la question migratoire et d'aboutir à des solutions globales, solidaires, responsables et de long terme.

Le dernier rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies publié en juin pointe une accélération importante du nombre de personnes forcées à fuir, avec 59,5 millions de déracinés à la fin 2014 en comparaison des 51,2 millions en 2013. En parallèle, depuis près de deux ans, un nombre croissant d'hommes, femmes et enfants cherchent à rejoindre les rives européennes pour fuir l'instabilité et les crises régionales (Corne de l'Afrique, Afrique subsaharienne, Moyen-Orient) au péril de leur vie.

La Commission européenne, sommée d'agir, a dévoilé une stratégie en quatre axes consistant globalement à dissuader l'immigration illégale, sauver des vies tout en sécurisant les frontières, améliorer la politique d'asile et mettre en place une meilleure politique migratoire commune. Parmi les mesures

annoncées, figurent l'augmentation du budget accordé à Frontex, à la mission de surveillance Triton

“
**EN TANT QUE
 SOCIALISTES, EN TANT
 QUE RÉPUBLICAINS,
 NOUS RAPPELONS
 QU'IL Y A UN DEVOIR
 DE PROTECTION
 ET D'ACCUEIL,
 AUQUEL L'ENSEMBLE
 DE LA COMMUNAUTÉ
 INTERNATIONALE
 DOIT RÉPONDRE**
 ”

ainsi qu'au Fonds « Asile, migration et intégration » et l'annonce d'un mécanisme de relocalisation temporaire, reposant sur trois critères (PIB, population, taux de chômage et nombre de demandes d'asile déjà enregistrées) et destiné à organiser l'accueil des Syriens et Érythréens, faisant ainsi appel à la solidarité de l'ensemble des États membres de l'Union. Mais ce « *minimum de solidarité* », pour reprendre la formule

du Commissaire européen aux migrations et aux affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, peine à s'illustrer.

En ce sens, en tant que Socialistes, en tant que Républicains, nous rappelons qu'il y a un devoir de protection et d'accueil, auquel l'ensemble de la communauté internationale doit répondre. C'est à tous les niveaux qu'il faut agir.

À notre échelle nationale, la réforme du droit d'asile témoigne de la volonté de la France de bâtir un système plus efficace et plus juste. En ce sens, il faut continuer de renforcer et fluidifier notre dispositif d'accueil des réfugiés, lutter contre l'immigration irrégulière et les faux débats, qui n'ont en rien à avoir avec la question migratoire et sont agités à dessein électoraliste, comme celui sur le droit du sol.

À l'échelle européenne, il s'agit premièrement de soutenir un mécanisme exceptionnel et temporaire de répartition qui prenne en compte les efforts déjà consentis, deuxièmement de défendre le système Dublin selon lequel l'État membre responsable pour une demande d'asile sera celui par lequel le demandeur a premièrement fait son entrée dans l'UE.

Mais le défi migratoire doit également être pensé au niveau mondial. Le Parti socialiste réitère ainsi son appel à une conférence internationale sur le thème des réfugiés. Avant cela, la conférence sur le financement du développement qui se tiendra à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet devra être l'occasion de marquer un tournant. En effet, répondre au défi migratoire c'est aussi repenser la question de la coopération avec les pays d'origine des migrants et soutenir la volonté de ces pays, clairement entendue durant le dernier Sommet de l'Union africaine à Abuja début juin, d'agir en faveur du développement économique et social.

BULLETIN D'INSCRIPTION UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE 28 | 29 | 30 AOÛT 2015



Tarifs pré-inscription

- Tarif participant : 50€ (hors repas, transport et hébergement)
- Deux repas sont proposés (sous réserve de disponibilité) :
- Samedi midi - buffet : 8€
- Samedi soir (dîner assis et soirée festive) : 18€
- Samedi midi et samedi soir : 25€

Total : €

Tarifs sur place

- Entrée vendredi après-midi : 65 €
- Entrée samedi matin : 55 €
- Entrée samedi après 11h15 : 45 €
- Entrée samedi après 14h30 : 30 €
- Entrée samedi après 16h : 20 €
- Repas samedi midi : 10 €
- Repas samedi soir : 20 €

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse mail

Tél./Portable

Fédération

Vous êtes Sympathisant-e Adhérent-e Secrétaire de section
 Premier-e secrétaire fédéral-e Secrétaire national-e

J'accepte les conditions générales de vente (disponibles sur le site internet www.parti-socialiste.fr)

Bulletin d'inscription à retourner avant le 15 août 2015 accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2015 » 10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07

Pour tout renseignement, contactez le secteur Fédérations au 01 45 56 77 00

L'inscription est aussi possible en ligne : parti-socialiste.fr